

BILAN DES PROCESSUS OFFICIELS DU 7^{EME} FORUM MONDIAL DE L'EAU

DAEGU ET GYEONGBUK, COREE DU SUD – 12 AU 17 AVRIL 2015

ANALYSE DE LA COALITION EAU

COALITION EAU
27 rue Léon Loiseau
93100 Montreuil
www.coalition-eau.org

Tél : 01 41 58 52 77
Fax : 01 41 58 50 58
contact@coalition-eau.org

1. CONTEXTE DU 7EME FORUM MONDIAL DE L'EAU.....	3
2. BILAN DU PROCESSUS POLITIQUE.....	4
1) Analyse générale	4
2) Processus ministériel et Déclaration ministérielle	5
3) Processus parlementaire et Déclaration parlementaire.....	6
4) Processus des autorités locales et régionales et Déclaration des autorités locales et régionales ..	7
3. BILAN DU PROCESSUS REGIONAL	7
4. BILAN DU PROCESSUS THEMATIQUE	8
5. BILAN DU PROCESSUS SCIENCES ET TECHNOLOGIES	10
6. BILAN DU FORUM DES CITOYENS	11
7. CONCLUSION	12
ANNEXE	13

1. CONTEXTE DU 7^{ÈME} FORUM MONDIAL DE L'EAU

Le Forum Mondial de l'Eau (FME) est organisé tous les 3 ans par le Conseil Mondial de l'Eau et un pays hôte, comme un lieu de débat et d'échanges sur les questions d'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous.

Les objectifs :

- Réunir l'ensemble des parties prenantes pour débattre des questions liées à l'eau et à l'assainissement ;
- Formuler des propositions concrètes et favoriser l'action ;
- Susciter un engagement politique réel et durable en faveur de l'eau.

Le lieu et la date : Daegu et Gyeongbuk, Corée du Sud, du 12 au 17 avril 2015

Les organisateurs :

- La Corée du Sud ;
- Le Conseil Mondial de l'eau.

Les participants :

168 pays étaient représentés au FME via les gouvernements, les parlementaires, les représentants des autorités locales, les organisations intergouvernementales/Nations Unies, les ONG/OSC, les entreprises publiques et privées, les professionnels/ scientifiques/ experts. De manière plus spécifique, on a dénombré : 15.000 participants (41.000 entrées), 9 Chefs d'Etat, 80 ministres et 100 délégations nationales officielles, 71 parlementaires, 95 représentants des autorités locales et régionales.

Le contenu :

- Processus politique : Mobiliser les acteurs pour faire de l'eau une priorité de l'action politique localement et globalement
- Processus régional : Mobiliser les partenaires régionaux pour adapter et renforcer l'action dans les grandes régions du monde
- Processus thématique : Mobiliser les parties prenantes pour faire émerger des idées phares et des feuilles de route pour la mise en œuvre de solutions concrètes sur les défis liés à l'eau
- Processus Sciences et Technologies : Partager les connaissances et savoir-faire, et montrer les nouvelles technologies, pour faire face aux défis liés à l'eau
- Forum des citoyens : Partager les expériences de la société civile pour renforcer la sensibilisation et rechercher des solutions ensemble

L'alter-forum :

S'il y a bien eu un alter-forum, sous l'impulsion d'organisations sud-coréennes et de Global Water Justice, celui-ci est resté assez confidentiel et peu conséquent. Il s'est centré sur la mobilisation contre les multinationales de l'eau, a réaffirmé l'eau comme bien commun de l'humanité et a produit une déclaration (« [2015 Daegu Gyeongbuk declaration on the Human right to water](#) »).

Par ailleurs, lors du Forum Social Mondial de Tunis (24-28 mars 2015) s'est tenue la seconde édition des Rencontres « Eau Planète et Peuples », dans la poursuite des Journées « Eau Planète et Peuples » qui s'étaient tenues à Marseille en mars 2012, dans le cadre du Forum Alternatif Mondial de l'Eau et en amont du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau. Ces rencontres ont permis de partager des idées et de dégager des messages de plaidoyer forts de la société civile sur 4 thématiques (eau et climat, eau et droit, eau et agriculture, eau et énergie), en vue des grands enjeux internationaux de l'année 2015, à savoir l'Agenda de développement post-2015 et la COP21.

2. BILAN DU PROCESSUS POLITIQUE

Le processus politique du 7ème Forum Mondial de l'Eau vise à mobiliser les acteurs pour faire de l'eau une priorité de l'action politique localement et globalement. Il a rassemblé 9 Chefs d'Etat, 80 ministres et 100 délégations nationales officielles, 80 parlementaires et 95 représentants des autorités locales et régionales.

Comme pour les processus qui suivront, il est donné ici une analyse des processus selon la Coalition Eau, ses attentes et objectifs quant aux processus, les activités menées et les résultats qu'elle a pu observer. Cette analyse est le reflet de la vision de la Coalition Eau et n'engage qu'elle.

1) ANALYSE GENERALE

Ce processus politique est divisé en 3 sous-processus, qui ont chacun conduit à l'adoption d'un texte final : le processus ministériel et la Déclaration ministérielle, le processus parlementaire et la Déclaration parlementaire, le processus des autorités locales et régionales et l'« Action pour l'eau du sommet de Daegu-Gyeongbuk pour des villes et des régions durables ».

En termes de résultats, il est à noter que :

- Les Déclarations finales publiées, bien qu'elles n'aient aucune valeur contraignante, servent de socles collectifs et d'impulsion pour les Etats, les organes législatifs et les collectivités locales.
- Un accent fort a été mis sur les grands enjeux de l'année 2015, adoption de l'Agenda Post-2015 et COP21 en intégrant l'eau dans cette dynamique.

Toutefois :

- Les déclarations finales éditées et engagements pris n'ont aucune valeur contraignante et ne sont pas liées aux processus onusiens ;
- Aucun suivi-évaluation des résultats et engagements des Forums, et notamment du processus politique, n'a été réalisé jusqu'ici, malgré les déclarations à Marseille. La portée réelle des Déclarations est donc à vérifier.
- La société civile est insuffisamment impliquée au sein du processus politique : si un effort a été fait pour le processus ministériel depuis Marseille, l'inclusion de la société civile reste largement à améliorer. Quant au processus parlementaire et autorités locales et régionales, la société civile n'a pas du tout été intégrée, ce qui dénote même un recul pour ce qui concerne le processus parlementaire. Un représentant de la société civile devrait notamment être membre de la commission du processus politique du Forum.
- L'information et la communication autour des processus politiques est faible. Additionnée à l'absence de suivi-évaluation et au manque d'inclusion de la société civile, cela met en exergue une absence notable de transparence.

Enjeux pour les prochains Forums

L'enjeu pour les prochains Forums est d'envergure. Il s'agira ainsi de renforcer la portée politique des déclarations, de mettre en place un véritable dispositif de suivi-évaluation des résultats et engagements du Forum, d'améliorer le portage et la transparence des différents processus, d'assurer l'inclusion de la société civile et ce, de manière pérenne.

2) PROCESSUS MINISTERIEL ET DECLARATION MINISTERIELLE

Processus ministériel et rôle de la société civile :

Trois réunions préparatoires ou prepcoms entre délégations officielles des pays (17-18 décembre 2014, 24-25 février 2015, 23-24 mars 2015), ont permis d'aboutir à une Déclaration ministérielle qui se veut un outil d'impulsion politique alors qu'aucun processus politique onusien relatif à l'eau n'existe actuellement. Il est cependant à noter la faible présence ministérielle dans ce processus (délégation pays), pourtant destiné à cette mobilisation de haut niveau. L'Effet Papillon, à travers plusieurs représentants, et la Coalition Eau, à travers Jean-Bosco Bazié d'Eau Vive, y ont participé avec un statut d'observateur. La société civile a ainsi pu partager ses messages parallèlement aux discussions officielles.

Déclaration ministérielle : Analyse

Adoptée par près de 100 Etats, la [Déclaration ministérielle](#) du 7ème Forum Mondial de l'Eau est assortie de [recommandations](#) que les Etats sont incités à prendre en compte et faisant le lien avec les autres processus du Forum.

Tout en réaffirmant la Déclaration ministérielle du 6ème FME (Marseille, 2012), la Déclaration ministérielle du 7ème FME s'inscrit dans le cadre des grands rendez-vous internationaux de l'année 2015. Elle met ainsi l'accent sur le rôle central de l'eau dans le développement durable et soutient l'inclusion d'un Objectif de Développement Durable sur l'eau dans l'agenda post-2015, lequel sera adopté par les Nations Unies en septembre 2015. Les Etats reconnaissent également que l'eau est un enjeu majeur pour lutter contre le changement climatique et affirment leur volonté de travailler ensemble pour la réussite de la prochaine Conférence sur le Climat – COP 21 (Paris, décembre 2015). Par ailleurs, les Etats réaffirment leurs engagements pour la mise en œuvre effective du droit de l'Homme à l'eau et à l'assainissement, l'importance de la coopération transfrontalière et de la coopération internationale. Ils soulignent aussi la nécessité de renforcer la résilience face aux désastres liés à l'eau et le rôle des sciences et technologies pour relever les défis du secteur. Enfin, la Déclaration fixe enfin une continuité entre les Forums de Marseille (2012), Daegu-Gyeongbuk (2015) et Brasilia (2018) en mettant en place des Implementation Roadmaps devant être assortis de mécanismes de suivi.

Cependant, la déclaration présente plusieurs lacunes :

- Si le droit de l'Homme à l'eau potable et à l'assainissement et sa réalisation progressive est réaffirmé, on aurait pu s'attendre à ce que les Etats s'engagent à accélérer plus fortement sa mise en œuvre effective, par tous les moyens appropriés, comme souligné dans la déclaration ministérielle du Forum précédent.
- Sur les moyens, la déclaration souligne l'importance de la coopération transfrontalière, de la coopération internationale et les partenariats pays développés/pays en développement, de la science et de la technologie. En revanche, elle omet complètement la question des financements, pourtant cruciale pour l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, et peu abordée dans les recommandations.
- Concernant les catastrophes, la déclaration met l'accent sur la réduction des risques de désastres, dans une perspective de changement climatique. Elle oublie de prendre en compte la question de la réponse humanitaire aux crises, qu'elles soient climatiques ou anthropiques.
- Enfin, n'est pas mentionnée de manière spécifique l'importance de l'inclusion de la société civile dans les processus de décision, à tous les niveaux.

A noter que la communication autour de cette Déclaration a été très faible, rendant peu visible l'engagement des Etats pour l'eau.

Enjeux pour les prochains Forums :

Les déclarations ministérielles produites lors des Forums Mondiaux de l'Eau sont les seuls documents discutés entre pays sur les questions d'eau. Elles doivent servir d'impulsion à l'action de la communauté internationale. Cependant, à l'image des Forums Mondiaux de l'Eau eux-mêmes, ces déclarations pâtissent d'un réel manque de portage politique. Et il est difficile d'évaluer leur influence concrète sur les politiques nationales et internationales des pays, et aucun suivi n'est fait des engagements pris. On peut donc s'interroger sur la nécessité d'adopter une nouvelle Déclaration tous les 3 ans.

Les enjeux pour le FME sont donc d'accroître la portée de cette Déclaration, en obtenant une plus grande adhésion et implication des ministres des Etats participants, en faisant le lien avec les processus onusiens, en assurant un suivi transparent des engagements pris. Par ailleurs, les ONG/OSC doivent être intégrées comme un acteur à part entière au sein du processus politique et non pas comme un simple observateur, au regard de leur rôle de veille citoyenne.

3) PROCESSUS PARLEMENTAIRE ET DECLARATION PARLEMENTAIRE

Processus parlementaire et rôle de la société civile :

71 parlementaires de 27 pays ont pris part au processus parlementaire. Ce processus a connu une dynamique difficile du fait du manque de rôle moteur du Forum à ce niveau et du manque de moyens alloués à ce processus, ce qui a entravé la participation des parlementaires des pays du Sud. La société civile n'a pas du tout été impliquée dans ce processus, un recul par rapport au Forum précédent où la participation de la société civile était pourtant déjà faible. En outre, ce processus est resté assez en retrait et peu d'informations ont été diffusées à ce sujet, ce qui n'a permis aucune transparence.

Déclaration parlementaire : Analyse

La [Déclaration parlementaire](#), qui s'est inscrite dans le cadre des grands rendez-vous de l'année 2015 (post-2015, COP21), est restée dans la lignée de celle de Marseille :

- l'accent a été mis sur le droit de l'Homme à l'eau potable et à l'assainissement, les dispositions législatives à prendre (une avancée par rapport à Marseille) et les budgets à allouer pour une application effective de ce droit ;
- l'accent a aussi été mis sur la gestion intégrée des ressources en eau, la croissance verte et le rôle des jeunes ;
- la nécessaire participation de toutes les parties prenantes dans la gestion de l'eau a aussi été mise en lumière.

La question de la mise en place du « Helpdesk parlementaire », déjà actée à Marseille mais restée lettre morte, a aussi été réaffirmée.

Enjeux pour les prochains Forums :

Comme déjà évoqué pour la Forum précédent, un réel renforcement du processus parlementaire est nécessaire. Cela passe par :

- un plus fort pilotage politique du Forum Mondial de l'Eau, qui doit donner une réelle impulsion à l'ensemble des processus politiques ;
- l'allocation de moyens financiers adéquats afin de permettre une plus forte participation des parlementaires, notamment du Sud, ainsi que la mise en œuvre du Helpdesk parlementaire ;
- une plus grande information et communication autour de ce processus ;

- une implication effective de la société civile, pour plus de transparence et d'inclusivité ;
- un suivi des engagements pris.

4) PROCESSUS DES AUTORITES LOCALES ET REGIONALES ET DECLARATION

Processus autorités locales et régionales et rôle de la société civile :

95 représentants des autorités locales et régionales de 26 pays ont participé au processus des autorités locales et régionales. On est loin de la mobilisation du 5^{ème} Forum Mondial d'Istanbul. La phase préparatoire de ce processus a cependant été très faible et marquée par l'absence de portage politique. La société civile n'a pas été impliquée tout au long du processus.

Déclaration des autorités locales et régionales : Analyse de l' « Action pour l'eau du sommet de Daegu-Gyeongbuk pour des villes et des régions durables »

Le processus autorités locales et régionales a conduit à l'adoption de l' [« Action pour l'eau du sommet de Daegu-Gyeongbuk pour des villes et des régions durables »](#), qui s'appuie sur la Déclaration d'Istanbul et met l'accent sur la gestion durable de l'eau notamment en milieu urbain, dans le cadre de l'Agenda post-2015.

Pour ce faire, les autorités locales et régionales se sont engagées en matière de bonne gouvernance, d'implication de toutes les parties prenantes, de renforcement de la gestion de l'eau selon une approche intégrée, de renforcement de la prise en compte des services aux écosystèmes, de mise en place des systèmes tarifaires adaptés, d'amélioration du partage d'expérience... Par ailleurs, les représentants des autorités locales et régionales ont exhorté les gouvernements à promouvoir un environnement pour que les autorités locales et régionales contribuent à accélérer la mise en œuvre des politiques nationales et des objectifs liés à l'eau établis au niveau mondial.

Reste que les questions des zones rurales et de la coopération décentralisée ainsi que des financements innovants (1% solidaire) sont peu ou pas évoquées, et que l'enjeu du changement climatique et de la prochaine COP21 a été laissé de côté.

Enjeux pour les prochains Forums :

Comme pour le processus parlementaire, le processus des autorités locales et régionales nécessite un meilleur portage politique et demande à être plus transparent et inclusif. En outre, un suivi des engagements doit être fait.

3. BILAN DU PROCESSUS REGIONAL

Le processus régional vise à mobiliser les partenaires régionaux pour adapter et renforcer l'action dans les grandes régions du monde. Il est réparti en 7 zones : Europe, Afrique, Asie-Pacifique, Amérique, Arabe, Méditerranée, Régions en situation de stress hydrique.

La Coalition Eau ne s'est pas impliquée au sein du processus régional, qui, de manière générale, a été marqué par une faible participation, du fait notamment de fonds limités pour assurer sa préparation.

Analyse du processus et rôle de la société civile :

Selon l'Effet Papillon, le problème réside à 3 niveaux : dans la préparation, la participation et la représentation, le financement. On note un manque de portage politique dans certaines régions et un manque de moyens financiers aigu. En effet, les régions ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour lancer un processus préparatoire efficace et favoriser une participation plus large. En outre, les processus, assez fermés, n'incluent pas de manière suffisante la société civile. Cela est dû non seulement à une question de moyens financiers mais aussi de volonté politique.

Enjeux pour les prochains Forums :

Afin d'améliorer le processus régional, le prochain Forum Mondial de l'Eau devra donc mettre l'accent sur :

- l'allocation de moyens financiers suffisants pour la préparation des processus et la participation de tous les acteurs. Ces fonds devront être gérés de manière transparente par une institution appropriée ;
- le renforcement du portage politique de chaque processus régional par une structure appropriée ;
- la création de commissions régionales mixtes (autorités régionales, institutions régionales, secteur privé, ONG...) pour plus de transparence et d'efficacité ;
- l'inclusion de la société civile à tous les niveaux, y compris via un représentant de la société civile en tant que membre de la commission du processus régional du Forum.

4. BILAN DU PROCESSUS THEMATIQUE

Objectif et contenu du processus :

Le processus thématique, processus phare du Forum Mondial de l'Eau, vise à mobiliser toutes les parties prenantes (autorités nationales et locales, organisation internationales, associations, ONG/OSC, entreprises, organismes de recherche, universitaires...) pour faire émerger des objectifs-cibles, des solutions et des engagements concrets.

16 thématiques rassemblées sous les axes l'eau pour les Hommes, l'eau pour l'Economie, l'eau pour l'Environnement et les moyens de mise en œuvre, ont été définies (voir le tableau ci-dessous).

ACTION TYPES	PILLARS	THEMES (16)
ACTION GOALS The Future We Want	1. Water Security for All	1.1. Enough Safe Water for All 1.2. Integrated Sanitation for All 1.3. Adapting to Change : Managing Risk and Uncertainty for Resilience and Disaster Preparedness 1.4. Infrastructure for Sustainable Water Resource Management and Services
	2. Water for Development and Prosperity	2.1. Water for Food 2.2. Water and Energy 2.3. Water and Cities
	3. Water for Sustainability : Harmonizing Humans and Nature	3.1. Green Growth, Water Stewardship and Industry 3.2. Managing and Restoring Ecosystems for Water Services and Biodiversity

ACTION TYPES	PILLARS	THEMES (16)
		3.3. Ensuring Water Quality from Ridge to Reef 3.4. SMART Implementation of IWRM
ACTION TOOLS Engines For Change	4. Constructing Feasible Implementation Mechanisms	4.1. Economics and Financing for Innovative Investments 4.2. Effective Governance : Enhanced Political Decisions, Stakeholder Participation and Technical Information 4.3. Cooperation for Reducing Conflict and Improving Transboundary Water Management 4.4. Water Cultures, Justice and Equity 4.5. Enhancing Education and Capacity Building

La mise en œuvre des engagements et solutions issues du processus thématique sera réalisée à travers des feuilles de route de mise en œuvre (« [Implementation Roadmaps](#) ») établie pour chacune des thématiques. Cette démarche a fait l'objet d'un « Engagement de Daegu-Gyeongbuk pour la mise en œuvre » (« [Daegu-Gyeongbuk Implementation Commitment](#) ») afin de mobiliser l'ensemble des parties prenantes pour la réalisation et le suivi de ces feuilles de route.

Un outil de suivi informatique (« [Action Monitoring System](#) ») a en outre été créé pour suivre les feuilles de routes de chaque thématique. Suite au Forum, un suivi et une évaluation sera effectué par les Design Groups, comité de pilotage de chaque thématique, pour vérifier la mise en œuvre des feuilles de route, et faire un lien avec le prochain Forum Mondial de l'Eau (2018, Brasilia).

Rôle de la société civile :

Les ONG/OSC ont été associées à la préparation du processus thématique via l'implication d'un représentant de l'Effet Papillon au sein de la commission du processus thématique du Forum, en tant qu'observateur. Elles ont en outre participé aux groupes de travail (design groups, session groups) créés, le degré d'implication variant en fonction des thématiques. Toutefois, cette présence n'a pas été optimale, du fait :

- du manque de visibilité externe du processus préparatoire : l'information était difficile à obtenir si on n'était pas déjà inséré dans les travaux ;
- de l'insuffisance de soutien aux OSC/ONG pour leur implication dans le processus, notamment au sein des Design Groups. Un budget devrait leur être alloué pour leur permettre de couvrir leurs coûts de travail pour le Forum, au regard de la précarité de leurs structures ;
- du manque de financements alloués pour la venue de partenaires du Sud ;
- de problèmes logistiques et d'absence de traduction.

Résultats observés :

Le processus thématique reste le processus phare du Forum et permet un travail multi-acteurs intéressant, à tempérer cependant du fait d'une société civile, notamment du Sud, sous-représentée. Les échanges ont été riches et marqués par la diversité des thématiques proposées. Selon le Partenariat Français pour l'Eau, ont été particulièrement développées les thématiques de la gouvernance, de la gestion intégrée de la ressource en eau, de la formation/éducation, du développement de connaissance scientifique et du financement.

Toutefois, le processus thématique a été marqué par :

- un contenu inégal ;
- une faible participation internationale, notamment des acteurs de la société civile du Sud du fait du manque d'appui pour leur implication dans le Forum et de l'insuffisance des fonds alloués pour leur venue ;

- la prolifération des sessions (environ 400) d'où des sessions au public restreint (voire absent) ;
- la difficulté de traduction, isolant un peu plus les acteurs de la société civile du Sud, déjà peu nombreux.

Par ailleurs, pendant la préparation de ce processus thématique, il était assez difficile de comprendre comment s'impliquer dans les sessions si on n'était pas déjà introduit auprès du comité de pilotage, ce qui pose question en termes de participation et d'inclusivité, notamment des acteurs ONG/OSC du Sud.

Enjeux pour les prochains Forums :

Alors que nombre de ces travers avaient déjà été observés au cours du précédent Forum, il est fondamental de veiller à ce que le prochain ne reproduise pas les mêmes erreurs :

- en limitant le nombre de sessions à une centaine ;
- en assurant l'inclusion de la société civile à tous les niveaux, y compris via un représentant de la société civile comme membre de la commission du processus thématique du Forum et l'allocation de financements suffisants pour permettre l'implication effective et la venue de membres des ONG/OSC ;
- en améliorant la participation des différents acteurs via un processus préparatoire plus visible et plus ouvert (par exemple, via des appels à intérêt lancés sur le site Internet du Forum...) ;
- en garantissant la représentativité des acteurs du Sud, et notamment de la société civile, dans chacune des sessions. Ce, tant en tant que paneliste qu'en tant que participant ;
- en mettant tous les moyens en œuvre pour assurer le suivi-évaluation des solutions et engagements pris au sein des différentes thématiques.

A ce sujet, la mise en place des « Implementation Roadmaps » est un outil intéressant pour assurer le lien avec le 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau à venir, notamment à travers le système informatique de suivi. Toutefois, sa réussite ne sera possible qu'à travers un engagement de toutes les parties prenantes, un portage volontaire et un suivi rigoureux du Secrétariat du 8^{ème} Forum Mondial de l'Eau, une mobilisation forte du Conseil Mondial de l'Eau et la mise à disposition de tous les moyens nécessaires (y compris financiers) afin d'assurer le bon fonctionnement de ce dispositif. Faute de quoi, cette initiative restera lettre morte, à l'image du suivi des engagements déjà annoncé lors du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau, à Marseille.

5. BILAN DU PROCESSUS SCIENCE ET TECHNOLOGIE

La Coalition Eau ne s'est pas impliquée au sein du processus Science et Technologie, dont l'objectif était de « partager les connaissances et savoir-faire, et de montrer les nouvelles technologies, pour faire face aux défis liés à l'eau ». Cinq thématiques phares ont été traitées au sein de ce processus : Efficient Water Management ; Resource Recovery from Water and Wastewater Systems ; Water and natural disasters ; Smart Technology for Water ; Understanding and Managing Ecosystem Services for Water.

Toutefois, ce nouveau processus a surtout été un moyen pour les Coréens de diffuser leurs innovations technologiques, comme réponse principale aux défis de l'eau. Ce type de processus ne devrait donc pas être renouvelé.

6. BILAN DU FORUM DES CITOYENS

Objectif du Forum :

Le Forum des citoyens visait à partager les expériences de la société civile (ONG/OSC, associations, jeunes, femmes, peuples indigènes...) pour renforcer la sensibilisation et rechercher ensemble des solutions pour l'eau. Il avait aussi pour objectif de faciliter la participation des citoyens et de leur offrir un espace d'expression via l'organisation d'ateliers, d'évènements et d'animation.

Résultats observés :

Le Forum citoyen s'est révélé un échec total du fait de la double localisation du Forum à Daegu et Gyeongbuk : localisé dans la ville de Gyeongbuk alors que le cœur du Forum se trouvait à Daegu, isolé, le Forum citoyen n'a quasiment pas eu de visiteurs (le stand des « Water Messengers » a reçu une centaine de visiteurs sur 5 jours) et les activités prévues n'ont donc pas eu les impacts attendus. Le grand public n'a pas non plus été au rendez-vous, alors que les animations du Forum des citoyens, diverses et variées, étaient notamment tournées vers lui. En cause : le manque de communication du Forum, et donc de visibilité, ainsi que l'absence de mobilisation autour de cet évènement. Seuls les évènements organisés par les jeunes ont bénéficié d'un plus grand succès.

Enjeux pour les prochains Forums :

L'échec du Forum des citoyens constitue un recul net par rapport au processus « Racines et Citoyenneté » du 6ème Forum Mondial de l'Eau. Il serait utile de commanditer une évaluation de ce processus et de consulter les participants pour voir comment améliorer / réorganiser ce type d'espace. En outre, les organisateurs du Forum devraient véritablement co-organiser ces forums avec les représentants de la société civile pour répondre au mieux aux besoins et attentes, et éviter de tels échecs. Enfin, le Forum Mondial de l'Eau doit avoir une seule et même localisation, et les évènements citoyens doivent être pleinement intégrés aux évènements officiels.

7. CONCLUSION

Selon la Coalition Eau, le 7^{ème} Forum Mondial de l'Eau n'aura pas été une réussite. Car si les Forums Mondiaux de l'Eau sont actuellement les seuls espaces internationaux d'échanges multi-acteurs sur l'eau, force est de constater que leur portée réelle reste à prouver et que cette dernière édition aura été marquée par les dysfonctionnements avec :

- Un processus politique à l'influence relative : les Déclarations ministérielles adoptées tous les 3 ans sont censées servir de catalyseur politique. La Déclaration, adoptée cette année par 100 pays, s'inscrit d'ailleurs positivement dans le cadre des grands enjeux internationaux que sont l'Agenda de développement post-2015 et la Conférence sur le Climat COP21. Toutefois, il n'y a aucune visibilité quant à la portée réelle de ces Déclarations et aucun suivi des engagements pris dans le cadre des Forums n'est effectué, malgré les annonces faites. Concernant les autres volets du processus politique, on ne notera pas d'avancées significatives par rapport au Forum précédent : le processus parlementaire réaffirmant les engagements précédents et insistant sur la mise en œuvre du Helpdesk parlementaire, déjà en discussion par le passé, et le processus autorités locales restant assez vide mais avec une déclaration un peu plus forte que celle de l'édition précédente.
- Un processus régional qui marche plus ou moins bien selon les régions et qui, de façon générale, fonctionne de manière assez confidentielle et ne joue pas son rôle d'implication de la société civile.
- Un processus thématique qui reste le processus phare du Forum mais dont le contenu est très inégal, qui n'implique pas assez les acteurs de la société civile du Sud et qui mériterait d'être redimensionné.
- Un processus Sciences et Technologie, dont on s'interroge encore sur l'utilité car marqué avant tout par la volonté des coréens de diffuser leurs innovations technologiques, comme réponse principale aux défis de l'eau.
- Un Forum des citoyens, synonyme d'échec du fait de l'absence totale de public malgré la diversité et l'intérêt des animations proposées.

L'un des enjeux majeurs de ces Forums reste l'inclusion de la société civile : alors que l'implication de la société civile aurait dû être accrue et pérennisée après la dynamique positive de Marseille, force est de constater que nous en sommes bien loin, faute de volonté réelle et d'allocation de moyens suffisants, notamment financiers.

Subsiste enfin la question du suivi-évaluation des déclarations et engagements pris pendant le Forum, qui n'a jamais été réellement mis en place jusqu'ici, mais dont on espère que les « Implementations Roadmaps » et l'« Action Monitoring System » permettront de combler, du moins en partie, ce vide.

Face à ces dysfonctionnements, il est aujourd'hui urgent de revoir : d'une part, l'architecture et l'organisation des Forums Mondiaux de l'Eau et, d'autre part, le rôle de la société civile en leur sein, tant en termes de participation que d'implication effective. C'est là une condition absolument nécessaire pour un Forum plus légitime, plus efficace et plus transparent.

Dans ce cadre, la Coalition Eau et l'Effet Papillon ont formulé des propositions et recommandations concrètes à l'attention des Gouverneurs du Conseil Mondial de l'Eau et des organisateurs du prochain Forum Mondial de l'Eau au Brésil, en 2018. Ces recommandations sont disponibles en annexe (architecture du Forum, représentation de la société civile, allocation de fonds aux ONG/OSC pour leur participation et venue au Forum...). L'Effet Papillon et la Coalition Eau devront veiller à leur mise en application, faute de quoi leur participation au sein des Forums Mondiaux de l'Eau pourra être remise en cause.



RECOMMENDATIONS FOR IMPROVING THE WORLD WATER FORUM AND THE VOICE OF CIVIL SOCIETY (NGOS AND CBOs) INSIDE

Here is a list of propositions to be shared with the different networks and to be presented to WWC Administrators in order to improve the World Water Forum process and the role of NGOs/CBOs inside. The recommendations are organised under main processes.

1 – GLOBAL

1a – Analysis

Aim and mandate:

- The forum, as it is not a UN one, lacks political dimension. Therefore, participants commit shyly to it.
- The format of the forum varies from one to the next, according to hosting country specificity toward civil society, technical process, politics, etc... allowing certain risks (e.g. representation of civil society during the WWForum).
- NGO participation has decreased since Marseille and NGOs & CBOs partners are not enough represented
- UNICEF, UN lead agency for WASH at country level, is not present
- The weakest processes are the regional process and citizen forum
- Apart from lower NGO/ CSO participation in general, there was low visibility of women and women's perspectives

Concerning the WWC :

- More NGOs should be members of the General Assembly of the WWC. Lack of consideration and decision making power for NGOs and CSOs, especially in Commissions.

Logistics:

- Too many sessions (400 at the WWF7)
- Lack or poor pre and post forum communication (website heavy and not updated)
- No evaluation of the event by the participants
- Internal communication problems (Wi-Fi, video conference facilities, etc.)
- Lack of communication with external stakeholders (ex. Very few articles in the media)
- Big problems with registration and accommodation at WWF7
- The format of the whole forum should be revised:
 - o Less sessions
 - o First day or first 2 days in silos (groups such as youth, politics, etc. then 1 or 2 days on cross-nurturing and finally one day for commitments and SDG monitoring).

- Two locations (Daegu and Gyeongbuk) which isolate some of the process like the Citizens' Forum
- A limited number of languages : only English and the hosting country's language which makes it difficult the understanding and the involvement of the NGOs/CBOs
- The communication around the Forum and the main steps was low

Budget:

- Budget allocation is not transparent enough.
- Recurrent problem to fund coordination of civil society and its representation at the forum, including its work in different process (like in design groups)
- Problem with timeframe: the budget is validated too late, which makes difficult the involvement and presence of NGOs, especially from developing countries.
- The budget mechanism aims at reimbursing the participants travel, visas and accommodation: participants have to advance funds; this closes the doors to most of developing countries participants.
- The financial support is not enough sufficient to cover all the expenses of each grantee.

1b – Recommendations

Aim and mandate:

- Increase interest and global political insight by empowering the role of the Forum in the SDGs process. For instance, countries could be able to present publicly their progress towards water targets during the Forum. It could link with partners (especially donors and private / NGO stakeholders) to find enabling partnerships to achieve them. This shall also ensure a connection with the UN system (at least the JMP & GLAAS project holders such as WHO and possibly UNICEF).
- Need NGO representatives in ISC (already the case), but chosen by the NGOs for a real representation
- Hosting countries should commit to a set of binding principles in a white paper which should be included in the bid, especially :
 - o Each Process Commission must have at least one NGO representative as a member
 - o Only one location for the WWF7
 - o Three official languages minimum (French, English and Spanish) : before, during and after the Forum (website, preparatory documents, restitution of sessions etc.)
 - o A sufficient budget for financial support for civil society
 - o A follow-up of the previous Forum
- Need to involve more CSOs & NGOs in the organization of the Forum (then to ensure enabling budget for coordinating, preparing, visiting the forum, and ensuring a proper representative in the different process).
- The Forum should be diversity and gender mainstreamed

Concerning the WWC :

- For a best representation, WWC could copy UN structure (major groups) or WWC colleges and have a college dedicated to NGOs

Logistics:

- External Communication : The WWForum, its events and declarations needs more external visibility (web) to attract people and be more considered
- Internal Communication : Need modern communication tools (video-conferences, social media, updated websites) to ensure more dialogue with audience and put more pressure on speakers
- After each Forum, participants should get the opportunity to give feedback on the Forum
- Reduce size of Forum and sessions (and use money saved to fund NGO participation)
- Improve registration and accommodation process
- Only one location

- Reinforce the communication on the Forum with a clear communication strategy, and attractive and complete communication tools (website in particular)

Budget:

- The WWC should come up with a real funding strategy:
 - o not depending just on the host country and one or two business sponsors
 - o does this together with the different types of members
 - o sets binding criteria for travel support etc.
 - o with funds to cover the work of NGOs/CBOs in the process committee or in the design groups, when requested
 - o with sufficient funds for NGOs and CBOs (Community Based Organisations) from both North and especially the South
- WWC should be accountable and ensure efficient monitoring of the budget disbursements
- Also need a financial envelope (around 90.000 euros) to ensure NGOs coordination

2 - POLITICAL PROCESS

2a – Analysis

Global:

- Right now there is no accountability from WWForum to participants, WWC members, etc.
- The WWForums should clarify its objectives: Is the WWForum simply a good place for networking and exchanges within the water sector or do we want to achieve political goals? In that case, the WWF is not politic enough.
- There is no monitoring of the commitments taken in each Forum. It should be the role of the WWC but it does not.

Ministerial Process:

- What is the real scope of the Ministerial declaration: Is it really useful to have a new declaration every 3 years without monitoring previous commitments?
- Purpose of high level panels is unclear (declarations, no interaction with audience etc.)
- Not enough interest from ministers (for instance, no ministers from France)
- NGOs have not enough opportunities for involvement in the prepcom, to share their messages
- Some panels are held behind closed doors and NGOs cannot attend
- Weak communication on the Ministerial Declaration

Parliamentary Process:

- Concerning the parliamentary declaration , we are focused on the same things as previously, for instance the Parliamentary Helpdesk, without any financial means for its effective implementation

Local Authorities Process:

- The declaration of the local authorities is weak and there was not enough involvement of local authorities.

2b – Recommendations

Global:

- WWC should feel committed to follow up on commitments taken during the Forum and especially in the Ministerial Declarations. This, in a transparent way. Its mandate must be clarified in that framework.
- The WWForum should be a place to monitor progress of SDGs, which would build bridges with UN process and ensure more visibility and stakeholders' engagement and participation (ex. Like the current link with OECD)

Ministerial Process:

- The Declaration achievements shall be transparently monitored
- High level panels should be more inspiring and should convey an official document that could set the path of the next Ministerial Declaration.
- Promote interest from ministers and EU by making the forum more political, more binding, more monitored and more visible
- NGOs must be invited to Ministerial roundtables and be systematically represented in all High level panels.
- A more important presence of civil society could also increase political will.
- Empower the communication on the Ministerial Declaration to give it more impact.

Local Authorities Process:

- Find a way to trigger local authorities involvement and representation

3 - REGIONAL PROCESS

3a – Analysis

- 3 problems: preparation, participation / representation and funding
- Lack of political leadership in some regions
- Some regions don't have enough money to organise it
- The problem is who manages the money and who leads the process for each region
- Process sometimes quite closed : it involves above all institutional organizations and not enough NGOs
- Not enough mix-commissions (NGO, private sector, local authorities, donors, etc.)

3b – Recommendations

- Improve preparation, participation / representation and mainly funding
- Need a proper institution to manage transparently the funding allocated to this process
- Need to identify, for each region, a proper lead institution
- Need to involve more NGOs into the regional process
- Need to create mix regional commissions (including NGO, private sector, local authorities, etc.)

4 - THEMATIC PROCESS

4a – Analysis

- Too many sessions (400 sessions)
- Very hard to understand how to get involved in sessions unless you are part of the small water elite bubble (especially for CBOs and CSOs)
- Lack of Southern partners representativeness in the sessions
- Uneven quality sessions

4b – Recommendations

- Reduce to maximum 100 sessions
- Make the involvement process to the thematic sessions more visible and easy to access (online expression of interest).
- Ensure at least 1 representative from the South at each session, as a panelist

5 - CITIZEN'S FORUM (NGOs/CBOs, WOMEN, YOUTH AND INDIGENOUS GROUPS)

5a – Analysis

- The citizens' forum is not working properly.
- Participants are spread into different geographical locations (e.g. WWF7)

5b – Recommendations

- A new format to the citizens' forum shall be found. Need to consult participants to get their views on how to improve it, e. g. to focus on streamlining participants in other processes (quotas?)
- It is crucial to have a space for CBOS and CSOs to exchange experiences (like the Business space) – this should be a mirror of the World Water Council structure, where this specific college shall also be specifically redesigned into a civil society (NGOs & CBOs) one.
- Participants need to be in the same location as other stakeholders